

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 30 janvier au 3 février 2012

MERCREDI
1 février 2012
à 10 h et à 14 h 15

Budgets

- Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 2012, n°s 1943/1 à 6.
- Projet du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012, n°s 1944/1 à 31.
- Exposé général, n° 1942/1.
- Justification du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2012, n°s 1945/1 à 25.
- Notes de politique générale, n°s 1964/1 à 30.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Denis Ducarme, David Clarinval et Stefaan Vercamer, Mmes Miranda Van Eetvelde et Nadia Sminate, MM. Renaat Landuyt et Kristof Waterschoot, Mmes Corinne De Permentier et Jacqueline Galant, M. Laurent Devin, Mmes Bercy Slegers et Katrin Jadin, MM. Guy Coëme, Steven Vandeput et Jef Van den Bergh, Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers, M. Franco Seminara et Mmes Karin Temmerman et Marie-Martine Schyns]

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

JEUDI
2 février 2012
à 14 h 15

Questions orales

Budgets

Reprise de l'ordre du jour de la séance du mercredi soir.

Projets de loi

1. Projet de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la création d'un rôle particulier pour le règlement collectif de dettes, n° 1634/4.

[AMENDÉ PAR LE SÉNAT - matière visée à l'article 78 de la Constitution - Sans rapport]

2. Projet de loi modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, et le Code pénal social, n°s 1658/7 et 8.

[AMENDÉ PAR LE SÉNAT - matière visée à l'article 78 de la Constitution - Rapporteur : Mme Özlem Özen]

3. Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises, coordonnée le 30 avril 2007, n° 1889/1.
[matière visée à l'article 78 de la Constitution - Rapporteur : Mme Muriel Gerkens]
4. Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées, n° 1892/1.
[matière visée à l'article 78 de la Constitution - Sans rapport]

Budgets et comptes de la Chambre et des institutions financées par une dotation

1. Cour des comptes, Cour constitutionnelle, Conseil supérieur de la Justice, Comité permanent de contrôle des services de police, Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité, Médiateurs fédéraux, Commission de la Protection de la vie privée, Commissions de nomination pour le notariat : comptes de l'année budgétaire 2010, ajustements des budgets de l'année budgétaire 2011, propositions budgétaires pour l'année budgétaire 2012, n° 2015/1.
[Rapporteurs : MM. Thierry Giet et Raf Terwingen]
2. Chambre des représentants, dotation aux Membres belges du Parlement européen et Financement des partis politiques : comptes de l'année budgétaire 2010 et budgets pour l'année budgétaire 2012, n° 2018/1.
[Rapporteurs : MM. Thierry Giet et Raf Terwingen]

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7) (voir annexe)

Votes nominatifs

1. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Gerolf Annemans sur "le rôle de la ministre de la Justice dans la transaction qui sera éventuellement proposée dans le dossier d'instruction Monstrey" (n° 4).
[développée en réunion publique de la commission de la Justice du 25 janvier 2012]

2. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Tanguy Veys sur "les agressions à l'encontre du personnel de la SNCB" (n° 5).

[développée en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 25 janvier 2012]

3. sur les budgets et projets de loi terminés.

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

Annexe

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi spéciale (M. Eric Jadot et Mmes Eva Brems, Zoé Genot et Meyrem Almaci) modifiant l'article 25 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 13 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en vue d'octroyer le droit de vote aux étrangers résidant en Belgique aux élections régionales, n° 2006/1.
2. Proposition de loi (M. Eric Jadot et Mmes Eva Brems, Zoé Genot et Meyrem Almaci) modifiant la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat et la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Parlement de la Région de Bruxelles Capitale, concernant le droit de vote des étrangers aux élections régionales, n° 2007/1.
3. Proposition de loi (M. Hagen Goyvaerts et Mmes Barbara Pas et Alexandra Colen) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue d'augmenter la déduction fiscale forfaitaire prévue pour les déplacements entre le domicile et le lieu de travail, n° 2009/1.
4. Proposition de loi (M. Hagen Goyvaerts, Mme Barbara Pas, MM. Peter Logghe et Bruno Valkeniers et Mme Alexandra Colen) modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux, en ce qui concerne la diminution du taux appliqué aux combustibles, n° 2010/1.
5. Proposition (MM. Peter Dedecker, Karel Uyttersprot et Jan Jambon) de modification du Règlement de la Chambre des représentants en ce qui concerne l'instauration d'un rapport de travail, n° 2011/1.
6. Proposition de loi (MM. Bert Wollants, Peter Dedecker, Peter Luykx, Karel Uyttersprot et Flor Van Noppen) modifiant la loi du 8 décembre 2006 établissant un prélèvement visant à lutter contre la non-utilisation d'un site de production d'électricité par un producteur, n° 2012/1.
7. Proposition de loi (MM. Kristof Waterschoot et Raf Terwingen, Mme Sonja Becq, M. Roel Deseyn, Mme Liesbeth Van der Auwera, MM. Jef Van den Bergh et Jenne De Potter et Mmes Nathalie Muylle et Bercy Slegers) complétant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne l'écoute téléphonique en cas de trafic d'armes, n° 2013/1.
8. Proposition de loi (M. Laurent Louis) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la réouverture de la procédure en matière civile, n° 2014/1.
9. Proposition de résolution (MM. Bert Schoofs, Gerolf Annemans et Peter Logghe) relative à la finalisation des traductions officielles des textes de lois existants du français en néerlandais, n° 2016/1.

10. Proposition de loi (Mme Liesbeth Van der Auwera et MM. Jef Van den Bergh, Jenne De Potter et Joseph George) modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les professions libérales, n° 2017/1.
-